

**Décret N° 99/780/PM du 11 octobre 1999  
modifiant et complétant les dispositions de l'article 3 alinéa (1) du décret  
n°94/259/PM du 31 mai 1994 portant création d'une Commission nationale  
consultative pour l'environnement et le développement durable.-**

**LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT**

VU la Constitution ;

VU la loi n°96/12 du 5 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement ;

VU le décret n°92/088 du 4 mai 1992 portant organisation des Services du Premier Ministre ;

VU le décret n°92/089 du 4 mai 1992 précisant les attributions du Premier Ministre, modifié et complété par le décret n°95/145 du 4 août 1995 ;

VU le décret n°97/205 du 7 décembre 1997 portant organisation du Gouvernement, modifié et complété par le décret n°98/067 du 28 avril 1998 ;

VU le décret n°97/206 du 7 décembre 1997 portant nomination d'un Premier Ministre ;

VU le décret n°98/345 du 21 décembre 1998 portant organisation du Ministère de l'Environnement et des Forêts ;

VU le décret n°94/259/PM du 31 mai 1994 portant création d'une Commission nationale consultative pour l'environnement et le développement durable, modifié et complété par le décret n°99/634/PM du 10 juin 1999,

**D E C R E T E :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**- Les dispositions de l'article 3 alinéa (1) du décret n°94/259/PM du 31 mai 1994 portant création d'une Commission nationale consultative pour l'environnement et le développement durable sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

**" ARTICLE 3 (1) (nouveau).**- Présidée par le Premier Ministre ou sur délégation de ce dernier, par le Ministre chargé de l'environnement, la Commission nationale comprend les membres ci-après :

- un représentant des Services du Premier Ministre ;
- un représentant de chacun des ministères chargés, suivant le cas :
  - ☐ de l'environnement et des forêts ;
  - ☐ de l'administration territoriale ;
  - ☐ l'agriculture ;
  - ☐ du développement industriel et commercial ;
  - ☐ de l'élevage, des pêches et des industries animales ;
  - ☐ de la défense ;
  - ☐ de l'éducation nationale ;
  - ☐ de l'enseignement supérieur ;
  - ☐ de la jeunesse et des sports ;
  - ☐ de l'aménagement du territoire ;
  - ☐ de l'économie et des finances ;
  - ☐ des mines, de l'eau et de l'énergie ;
  - ☐ de la recherche scientifique et technique ;
  - ☐ des relations extérieures ;
  - ☐ du tourisme ;
  - ☐ des travaux publics ;
  - ☐ des transports ;

☐ de l'urbanisme et de l'habitat ;

☐ de la santé publique ;

☐ de la condition féminine ;

☐ des affaires sociales ;

☐ de la ville.

- un député à l'Assemblée nationale ;
- un sénateur ;
- un représentant de la Chambre de commerce, d'industrie et des mines du Cameroun ;
- un représentant de la Chambre d'agriculture, d'élevage et des forêts ;
- trois (3) membres des confessions religieuses représentant chacun l'Eglise catholique, les Eglises protestantes et l'Islam ;
- trois (3) représentants des organisations non gouvernementales concernées par les questions d'environnement et de développement durable ;
- deux (2) représentants des bailleurs de fonds concernés par les questions d'environnement et de développement durable ".

Le reste sans changement.

ARTICLE 2.- Le présent décret sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au Journal Officiel en français et en anglais./-

YAOUNDE, le 11 octobre 1999

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement

(é) Peter MAFANY MUSONGE